

Écarts de revenu

Mémoire de :

Edward J. Farkas

Octobre 2012

Mémoire au Comité permanent des finances

Sommaire

Depuis quelque 50 ans, la fabrication est implantée à l'étranger et un segment de la population canadienne maintient et accroît sa richesse. Un autre, toutefois, constitué de gagne-petit et d'employés, perd du terrain, en raison des pressions à la baisse qui s'exercent sur les salaires et de la montée du chômage.

L'augmentation de cette inégalité sur le plan des revenus n'a rien de mystérieux.

La seule solution aux problèmes de l'emploi, des disparités de revenus et du régime économique est de changer complètement d'orientation, de fabriquer au Canada et de réduire les importations. Notre économie ne se redressera jamais si nous ne prenons pas ces mesures.

Les écarts de revenu

Ce que l'on entend par « écarts de revenu » suppose une comparaison des revenus entre deux groupes de Canadiens.

J'ai beaucoup de mal à comprendre l'objectif d'une telle comparaison, et en quoi elle est utile à quiconque.

J'estime qu'il est beaucoup plus important de s'attacher à l'homme et à la femme de la rue, au Canada, pour établir quelle est la véritable situation de l'emploi ou du chômage. Je crois que les chiffres officiels du chômage que publie le gouvernement sous-estiment grandement le problème et ne permettent pas d'évaluer les conditions économiques.

Même si je conteste la valeur d'une analyse des écarts de revenu, je tiens à souligner que, pour effectuer une comparaison valable, il faut inclure toutes les personnes de

chaque groupe, employés et chômeurs. Qui plus est, tous les revenus, y compris les revenus de placement et les revenus de l'emploi, doivent être pris en compte.

Prenons par exemple un groupe hypothétique de cinq personnes et leurs revenus :

1 ^{re} personne :	35 000 \$ par an
2 ^e personne :	28 500 \$ par an
3 ^e personne :	42 000 \$ par an
4 ^e personne :	au chômage, sans revenu
5 ^e personne :	au chômage, sans revenu

Le revenu moyen de ce groupe hypothétique est de 21 100 \$. Il serait erroné de ne considérer que les personnes employées, dont le revenu moyen s'établit à 35 167 \$.

Ce n'est qu'en englobant toutes les personnes dans cette moyenne, et tous les revenus, que nous obtenons une comparaison valable entre les gens ordinaires et les gens riches.

Le revenu moyen des gens ordinaires baisse tout simplement parce que le nombre de chômeurs grandit. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, que nous mentionnerons plus loin.

Niveaux de revenu et seuils

Je crois qu'une personne dont le revenu dépasse les 200 000 \$ par an vit sur une autre planète aux yeux des gens ordinaires. Sans parler de tous ceux dont les revenus dépassent le million. L'inégalité est flagrante dès le seuil de 200 000 \$.

Les expressions « recevoir un revenu » et « gagner un revenu » sont souvent utilisées à tort. Les infirmières qui travaillent dans des hôpitaux **gagnent** véritablement leurs revenus. Pour les directeurs de banque et autres personnes dont les revenus dépassent le million de dollars, il est peu probable qu'ils gagnent ces revenus dans le sens où les services qu'ils fournissent ne sont pas uniques et importants au point de justifier ces sommes. Ces personnes ne font que **percevoir** leurs revenus.

Le toit fuit-il?

Si l'on répare les murs et le plafond de sa maison avant de réparer le toit qui fuit, de toute évidence on n'a pas établi les bonnes priorités et l'on n'a pas fait la différence entre la cause et l'effet. J'appliquerai cette image à l'économie : nul ne conteste que nous sommes dans une situation difficile sur le plan de l'emploi et de l'économie. À mon avis, notre situation a empiré du fait même que nous n'avons pas établi les priorités ni compris la différence entre les causes et les effets.

Les écarts de revenu ont des origines beaucoup plus profondes et plus fondamentales. Comme dans l'image du toit, les problèmes fondamentaux doivent être compris et résolus, faute de quoi nous ne pourrions jamais régler les problèmes de disparité.

L'emploi et l'économie : rappel historique

Les difficultés que nous connaissons actuellement sur le plan de l'emploi et de l'économie sont le résultat direct et prévisible de mesures datant des années 1960.

On peut pardonner aux Canadiens, dont beaucoup n'étaient même pas encore nés dans les années 1960, de ne pas connaître cette histoire ancienne.

J'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur en 1961, après avoir suivi plusieurs cours d'économie. Peu après, j'ai appris par les nouvelles que la compagnie de machines à coudre Singer transférait ses usines de fabrication à l'étranger. J'ai compris immédiatement que cela allait mener à une catastrophe économique. Malheureusement, 50 ans plus tard, la réalité me donne raison.

La fabrication n'a pas de valeur ajoutée (ce que l'on appelle aussi création de richesse). Il est peu probable que plus d'une personne sur 10 000 comprenne ce concept d'une importance critique. Nous commençons par des intrants (matières premières, composants et main-d'œuvre), à partir desquels nous fabriquons un produit final qui peut être vendu aux consommateurs à un prix plus élevé que le coût des intrants. Nous avons créé un produit ayant une valeur plus élevée que ce dont on disposait à l'origine. C'est ce que l'on appelle la valeur ajoutée.

Même si ce sont des machines qui sont utilisées, et qu'il n'y a aucun travailleur dans l'usine, la valeur ajoutée existe toujours.

Ce concept de valeur ajoutée enrichit subtilement, mais fortement l'économie. Si la fabrication est délocalisée, cet apport économique est perdu. Vous perdez également les revenus fiscaux que représentent les impôts payés par les travailleurs. Au lieu d'enrichir l'économie, vous l'appauvrissez.

La délocalisation, soit l'implantation des usines de fabrication à l'étranger, est pratique courante au Canada depuis près de 50 ans, et nous en voyons les résultats autour de nous. Le plus important de ces résultats, c'est le chômage. Il est particulièrement dérangeant de voir que de nombreux jeunes adultes, de tous niveaux et de tous horizons, ne peuvent trouver d'emploi. Ces jeunes ne peuvent songer à se marier, à acheter des maisons ou des voitures ni à avoir d'enfants. L'économie est en panne.

La fabrication est le seul secteur de l'emploi qui fournit une valeur ajoutée. Le pétrole brut, le bois, la potasse et autres matières premières ne sont pas des produits manufacturés et ne créent donc pas de valeur ajoutée. Des professions très

importantes et très valorisées, comme celles de médecin, de pompier, de policier, d'hôtelier, ne fournissent pas de valeur ajoutée non plus.

La fabrication a également un effet boule de neige puisqu'elle crée des emplois chez les fournisseurs. En outre, cette valeur ajoutée et l'emploi créé renforcent l'optimisme dans l'économie, ce qui se traduit par la création d'emplois dans bon nombre d'autres professions non reliées à la fabrication. En gros, la fabrication est le moteur d'une économie plus complexe, comportant de nombreux petits créneaux où se trouvent des emplois.

Autre effet catastrophique de la délocalisation

En 2011, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, les exportations canadiennes de produits manufacturés ont totalisé 280,2 milliards de dollars. Les importations de produits manufacturés, provenant de tous les pays étrangers, ont totalisé 372,6 milliards de dollars. Il en est résulté, en termes nets, pour 2011 un déficit commercial de 92,4 milliards de dollars.

En étudiant la situation économique, j'ai trouvé qu'il était rarement fait mention de ces chiffres d'une importance critique. Je le répète, il se peut que rares soient les gens qui comprennent ces chiffres et la situation qu'ils révèlent. Peut-être aussi que certains désirent masquer ces chiffres.

Deux faits : Tout d'abord, une dépense à l'étranger constitue une ponction beaucoup plus lourde pour l'économie qu'une dépense intérieure inefficace. Deuxièmement, ces 92,4 milliards de dollars sont une véritable hémorragie de richesse pour notre pays. Ils constituent la somme nette que nous envoyons à l'étranger pour la fabrication de marchandises qui nous sont destinées, tandis que nos propres ouvriers du secteur de la fabrication font la queue devant les bureaux de chômage et d'assistance sociale.

Cette somme de 92,4 milliards de dollars représentait, en 2011, 2 760 \$ par homme, femme et enfant. Un déficit commercial de 92,4 milliards de dollars NE constitue pas un concept théorique réservé aux économistes. Il est bien réel. La preuve en est que la Chine dispose de beaucoup de liquidités et s'en sert pour acheter de grands pans de l'économie canadienne et de l'économie américaine.

Si cette somme de 92,4 milliards de dollars restait dans notre pays chaque année, cela assurerait le salaire et l'équipement d'un million de Canadiens travaillant dans le secteur manufacturier.

À la lumière des questions soulevées ci-dessus, ne comprenons-nous pas pourquoi il y a tant de chômage, pourquoi les pauvres s'appauvrissent et pourquoi l'écart de revenu se creuse?

Nous faisons profiter d'autres pays de notre richesse, ce qui cause des déficits chez nous. Pour combattre les déficits, les pouvoirs publics procèdent à des compressions et créent davantage de chômage, ce qui nuit à l'économie. Les gouvernements devraient plutôt travailler à une réduction des importations. Ce faisant, nous garderions nos fonds ici chez nous, et les gens pourraient recommencer à travailler.

C'est ce à quoi je faisais allusion plus tôt. Nous mesurons, nous analysons et nous nous inquiétons des écarts de revenu, au lieu de revenir aux causes fondamentales.

Un fabricant dont le siège se trouve au Canada peut délocaliser ses activités là où il le souhaite. Il peut faire des profits, et les actionnaires canadiens obtiendront des dividendes. Mais les travailleurs canadiens n'ont pas d'emploi. C'est là un autre mécanisme qui accroît la disparité de revenus.

Changement fondamental de la nature de notre économie

En 1964, le Canada n'affichait aucun déficit commercial. En fait, sa balance commerciale était légèrement positive, soit de 42 \$ par habitant. En 2011, le Canada affichait un déficit commercial de 2 760 \$ par habitant. Ces chiffres montrent que notre économie est radicalement différente de ce qu'elle était en 1964.

Chaque jour, je lis dans les journaux et dans des magazines des commentaires sur l'économie et les questions connexes, comme la pauvreté, le chômage et les écarts de revenu. Le gros de ces commentaires comporte des données sur les années passées et les compare aux données actuelles pour appuyer leurs argumentations.

Mais ces commentaires ne reconnaissent jamais le changement fondamental de la nature de l'économie canadienne qui s'est produit depuis les années 1960 ni n'en tiennent compte. Leurs conclusions sont donc erronées.

J'estime que la raison d'un tel parti pris, c'est que nous avons tous peur de faire face à la situation. Nous avons peur de reconnaître que nous sommes inondés d'importations de produits manufacturés essentiellement chinoises, mais aussi d'autres pays.

Pour éliminer notre déficit commercial, nous devons réduire les importations de chaque pays pour qu'elles représentent l'équivalent de ce que nous y exportons. Nos importations de Chine sont **cinq fois** plus importantes que nos exportations vers ce pays. Nous devrions donc réduire nos importations de Chine de 80 % pour qu'elles représentent ce que nous y exportons.

À moins de prendre immédiatement des mesures fermes pour réduire nos importations afin d'éliminer notre déficit commercial ruineux, notre économie ne se relèvera jamais.